

PENSER SOUS LA MITRAILLE

Plus que cinq mois avant l'élection présidentielle, et chacun peut pressentir qu'elle n'apportera pas les réponses pourtant essentielles aux défis que doit relever le pays. Depuis bientôt cinq ans, on nous annonce la réédition du duel Macron-Le Pen, dont les Français ne veulent pas, mais aujourd'hui qu'un élément perturbateur, Éric Zemmour, est venu bousculer le ronronnement médiatique, aujourd'hui qu'Emmanuel Macron tient un discours orthogonal par rapport à celui qui l'avait porté en 2017, sans que cela ne semble le moins du monde ébranler ses zéloteurs, il apparaît que le problème n'est plus seulement la dévastation du champ politique et le désert qui en résulte mais la question de savoir si l'on peut encore porter une proposition politique qui ne soit pas une caricature, une vocifération.

Le rôle d'un journal, et celui que *Marianne* s'est toujours donné, est, certes, de rapporter des faits et des informations, mais aussi de participer au débat démocratique. D'analyser les blocages et de faire émerger des solutions alternatives. De porter un regard critique, mais systématiquement appuyé sur des propositions. Bref, d'être une force positive, un pôle d'attraction pour tous ceux que le monde tel qu'il est ne satisfait pas mais qui croient qu'il pourrait être autrement pour peu que l'on demeure fidèle à l'idéal des Lumières, celui de l'émancipation des hommes et de leur égale dignité, celui de leur capacité à décider collectivement de leur destin.

« Au fond, vous avez gagné la bataille des idées », nous disent certains. Et de fait. Qui aurait pu prédire que la campagne présidentielle de 2022 verrait tous les candidats partager l'impératif d'une réindustrialisation du pays ? Qui aurait prédit, avant 2018 et l'explosion de colère des « gilets jaunes », que la désertification des territoires, le recul des services publics, la crise démocratique profonde, s'imposeraient comme des sujets incontournables ? Qui aurait pu imaginer qu'une majorité des candidats à l'élection présidentielle porterait une critique des traités européens et de leur capacité à systématiquement étouffer ou contourner la volonté des peuples ? Même la façon consternante dont les questions d'identité, d'immigration sont aujourd'hui sur la table vient confirmer les alertes des quelques-uns qui insistaient pour qu'on n'abandonne pas ces sujets légitimes à l'extrême droite.

Pourtant, alors même que tout semble appeler une remise en cause radicale du système de dérégulation et de libre-échange mis en place depuis quarante ans, appuyé sur une défense de la

République comme principe d'organisation politique permettant l'articulation entre la liberté des individus et l'appartenance à une communauté de destin, c'est exactement le contraire qui paraît se dessiner. Et le débat s'abîme aujourd'hui dans une guerre de tranchées où seule compte la délégitimation du camp d'en face. L'autre est un salaud. Encore et toujours.

Il y a ceux qui profitent de la colère légitime contre des décennies de déni face à la déstabilisation que provoquent l'immigration non contrôlée et la destruction acharnée des mécanismes d'intégration pour porter un discours maurrassien et prôner le retour à une France blanche et chrétienne, à une société hiérarchisée et à un ordre prérévolutionnaire. Il y a ceux qui continuent à pratiquer le déni et qui prétendent lutter contre le racisme en acceptant le retour des interdits religieux. Il y a ceux, également, qui s'intitulent le « camp de la raison » et disent « lutter contre les extrêmes » alors même qu'ils soutiennent le système qui a nourri ces extrêmes et porté la société à ce point d'incandescence. Alors même qu'ils pratiquent la chasse aux sorcières idéologique à échelle industrielle, en renvoyant savamment aux extrêmes ceux-là mêmes qui proposaient une solution alternative.

Car telle est la situation : tout est fait pour effacer du débat politique le lien entre l'atomisation des sociétés occidentales par un capitalisme financiarisé appuyé sur la surconsommation et la division mondiale du travail, et les inquiétudes identitaires de classes moyennes et populaires réclamant seulement le droit de se perpétuer en tant que peuple. Tout est fait, surtout, pour favoriser la radicalité, le refus d'existence de l'autre. La façon dont la société française s'est polarisée entre antivax, persuadés que tout esprit nuancé est

« acheté par le système », et défenseurs autoproclamés de la rationalité, qui, à aucun moment, n'ont accepté de débat rationnel sur la politique sanitaire et brandissent le « complotisme » pour faire taire les récalcitrants, est caractéristique. Hurlements d'un côté, hurlements de l'autre. Et chacun s'enferme dans sa bulle. Chacun n'attend plus des journaux qu'ils confirment ses propres convictions, qu'ils renforcent son sentiment de supériorité face aux abrutis d'en face.

Dans ce champ de ruines, au milieu de la mitraille, le rôle d'un journal qui porte la République dans son nom est de choisir la complexité. De demeurer antisystème en ce qu'il porte une critique radicale du système économique, mais de refuser la facilité, l'invective et le chaos. De tenter de penser – et parfois de rire – quand les autres hurlent leurs certitudes. ■